

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 62 (2012)

Heft: 3

Buchbesprechung: Allgemeine Geschichte = Histoire générale

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Michael McCormick: **Charlemagne's Survey of the Holy Land: Wealth, Personnel, and Buildings of a Mediterranean Church between Antiquity and the Middle Ages.** Dumbarton Oaks Medieval Humanities. Washington, D.C., Dumbarton Oaks Research Library and Collection, 2011. Pp. xxii, 287.

La *Öffentliche Bibliothek der Universität Basel* conserve un rouleau ancien (cote N I 2, Bll. 12 u. 13) découvert au XIX^e siècle à Bâle et dont l'édition la plus souvent utilisée jusqu'à ce jour était fort défectueuse (il s'agit de celle de T. Tobler et A. Molinier, Genève, 1880). L'absence d'une véritable édition critique a amené nombre d'érudits à considérer avec scepticisme la nature et l'origine de ce document. Par ailleurs, comme il concerne l'Orient tout en ayant été produit en Occident, le «Rouleau de Bâle» – nous l'appellerons ainsi sur l'exemple de M. McCormick – a pendant longtemps été ignoré tant des médiévistes que des byzantinistes. M. McCormick s'est donc attelé à la tâche d'affronter les nombreuses questions qu'il présente et d'en produire une édition critique. Le résultat est un ouvrage extrêmement fouillé, qui ouvre de nouveaux horizons aux historiens du gouvernement carolingien comme aux historiens de l'art ou à ceux des relations Orient–Occident.

Avant de passer en revue quelques aspects de ce travail, signalons que McCormick établit fermement que le rouleau contient non pas un document, mais trois, respectivement intitulés: *Breve commemoratorii de illis casis Dei vel monasteriis qui sunt in sancta civitate Hierusalem vel in circuitu eius; Memoria de illis monasteriis quae sunt in extremis Hierusalem in terra promissionis; Dispensa patriarchae inter presbiteris, diaconibus, monachis, clericis et omne congregatione eccle <siae per unum>*. L'étude minutieuse qui en est faite montre qu'on se trouve bel et bien en présence d'un dossier à visée pratique et administrative, résultat d'une enquête ordonnée par Charlemagne au sujet de la situation matérielle du patriarcat de Jérusalem: comme Eginhard l'écrit, le souverain avait entendu parler de l'indigence des chrétiens d'outre-mer et entendait leur apporter son assistance.

La première partie de l'ouvrage présente les informations contenues dans le rouleau en s'appuyant sur les analyses et l'édition fournies dans les parties suivantes – une option qui peut étonner, mais qui permettra au lecteur pressé d'accéder immédiatement aux résultats de l'étude des documents. Il est difficile de résumer la richesse et la finesse des analyses proposées, que ce soit à propos de la liste des dépenses du patriarcat de Jérusalem, le nombre et l'origine du personnel ecclésiastique et monastique de la Ville sainte et des environs, ou les dimensions d'édifices religieux nécessitant des réparations. McCormick situe autant que possible les éléments dégagés du rouleau dans leur contexte local, régional, ou international, et ce en faisant appel à toutes les ressources disponibles (ce dont il avait déjà fait preuve dans son magistral *Origins of European Economy. Communications and Commerce, A.D. 300–900*, Cambridge, U.K., 2001): textes de toutes sortes, en latin, grec ou arabe, inscriptions, données archéologiques, numismatique... Ce faisant, il parvient à proposer des réponses bien fondées, parfois très inventives et néanmoins prudentes, aux problèmes posés par les documents, p. ex. celui de la monnaie utilisée dans la liste des dépenses du patriarcat. La difficile question de l'unité de mesure employée par les émissaires de Charlemagne lors des relevés des édifices est également résolue de manière convaincante, et vérifiée par les données archéologiques existantes, ce qui permet à

McCormick de réhabiliter la précision des calculs effectués au IX^e siècle puisqu'ils ne présentent une marge d'erreur que de 1 à 1,5%.

La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à la nature même des documents contenus dans le Rouleau de Bâle: aspects matériels et paléographiques; structure des documents; mise en page. Une attention particulière est accordée au langage des documents, McCormick relevant des indices très significatifs d'interaction avec le grec et l'arabe. L'ensemble des analyses permet de préciser et de confirmer que ces documents ont été produits dans l'entourage de Charlemagne, dans la première décennie du IX^e siècle, et sans doute dans le contexte des ambassades envoyées auprès d'Haroun al-Rachid. L'historien américain peut ainsi conclure que, contrairement à l'image que l'on s'est parfois faite de la fin du règne de Charlemagne, les documents du Rouleau témoignent que le souverain projetait encore activement ses intérêts et l'exercice de son pouvoir bien au-delà des frontières de l'empire.

La dernière partie de l'ouvrage – la plus courte – consiste dans l'édition critique, la traduction anglaise, et le commentaire du texte. Après avoir lu les longues et minutieuses analyses développées précédemment, quiconque n'a pas encore pris une connaissance directe du Rouleau de Bâle sera sans doute surpris de sa brièveté: 4 pages de transcription en latin dans la présente édition. Le manuscrit est assez endommagé, mais McCormick a fait le maximum pour rétablir un texte aussi complet que possible, et l'édition qu'il propose indique scrupuleusement l'importance des lacunes, les conjectures offertes ainsi que leur justification (l'ouvrage inclut un fac-similé du rouleau, mais il n'est pas possible d'y vérifier chacune de ces conjectures, parfois effectuées à l'aide de la lampe à ultraviolets).

On pourra regretter les nombreuses répétitions qui alourdissent la lecture de l'ouvrage, mais elles présentent l'avantage d'en faciliter l'accès au lecteur pressé. M. McCormick nous livre en tout cas un superbe travail, qui ouvre des perspectives nouvelles sur les modes de fonctionnement du pouvoir carolingien, l'état des établissements chrétiens de Terre sainte au début du IX^e siècle, mais aussi sur la culture et les horizons intellectuels du temps. *Martin Roch, Genève*

Francesca Falk: **Eine gestische Geschichte der Grenze. Wie der Liberalismus an der Grenze an seine Grenzen kommt.** München, Wilhelm Fink, 2011. 192 S., 12 Abb.

Die von Francesca Falk vorgelegte Studie ist eine Einladung zum Nachdenken über Grenzen: über ihre Entstehung, ihre Durchsetzung und ihre Veränderbarkeit. Die zentralen Begriffe, mit denen die Autorin operiert, lauten *Evidenz*, *Transparenz* und *Kontingenz*. Im Anschluss an die Einleitung werden diese bestimmt. Ihr instabiles Verhältnis schildert Falk folgendermassen: «Verliert Evidenz ihre angebliche Transparenz, wird Kontingenz sichtbar. Andererseits kann Transparenz im Sinne einer 'perfekten Durchsichtigkeit' auch zu Unsichtbarkeit führen.»

Der methodische Ansatz selbst ist dem Gegenstand entsprechend definiert als ein grenzgängerischer, und zwar «zwischen Geschichtswissenschaft, Bildanalyse und Politischer Theorie». Es geht der Autorin ausdrücklich nicht darum, traditionelle politische Ideengeschichte zu schreiben, sondern vielmehr «zur Bildlichkeit der politischen Theorie» vorzudringen, um das den Grenzen spezifische Verhältnis von Schein und Sein zu thematisieren. Globale Probleme würden an

der Grenze sichtbar, beispielsweise am Strand von Lampedusa, sie seien aber nicht dort entstanden und zu lösen.

Wie der Titel anzeigt, handelt es sich um das anspruchsvolle Unterfangen, eine *gestische* Geschichte zu schreiben. «Gesten erhalten wir um so mehr», so der zitierte Walter Benjamin, «je häufiger wir einen Handelnden unterbrechen.» Das Fragment ist daher die bewusst gewählte Darstellungsform, denn: «Das Konstellieren von genau ausgearbeiteten und unbearbeiteten Stellen erzeugt Kontraste.» Und eben dadurch vermag die gestische Geschichtsschreibung zu öffnen, ein anderes Sehen herzustellen, anstatt zu inventarisieren; ihr geht es um «Konstellationen, die sich gegenseitig kommentieren».

Indem Falk die einzelnen Buchabschnitte als (fragmentarische) Bilder vorstellt, wird die Aktualität des Themas zu einem ständigen Begleiter der historischen Erkundungen, die umgekehrt wiederum aus zeitgenössischen Konstellationen hervortreten. Dieses Wechselspiel bringt ein anderes Benjamin-Zitat zum Ausdruck: «Nicht so ist es, dass das Vergangene sein Licht auf das Gegenwärtige oder das Gegenwärtige sein Licht auf das Vergangene wirft, sondern Bild ist dasjenige, worin das Gewesene mit dem Jetzt blitzhaft zu einer Konstellation zusammentritt.» Mit anderen Worten: Die Aktualität bildet ein konstitutives Element der hier zu besprechenden Untersuchungen.

Zunächst konfrontiert Falk die Selbstverständlichkeit, mit welcher arbeitswilligen Zuwanderern aufgrund ihrer Herkunft heute das Aufenthaltsrecht abgesprochen wird, mit den Bedingungen für eine (vermeintlich) gewaltfreie Gründung der Gesellschaft bei John Locke. Ans Licht kommt dabei insbesondere, dass der «Vater des Liberalismus» leeres Land für die Gründung neuer Siedlungen voraussetzen musste. Um dies zu bewerkstelligen, hat er die indianische Bevölkerung kurzerhand aus seinem Amerikabild wegretuschiert. Während Locke von der Geldökonomie einen territorialen Expansionsdrang herleitete, übergang er die früher oder später unausweichliche Konsequenz einer Landverknappung mit Stillschweigen. Diesen unreflektierten Widerspruch erkennt Falk im fotografischen Werk von Carleton Watkins wieder, rund zweihundert Jahre später im Kontext des kalifornischen Goldrauschs: Watkins' Inszenierung des «menschenleeren Amerika» steht hier unversöhnt neben einer Auftragsarbeit, die er für einen vor Gericht verhandelten Streit um Grundstücksgrenzen anfertigte.

Eine neue Konstellation gruppiert Falk um die beiden winzigen Pestärzte auf dem Frontispiz von Thomas Hobbes' *Leviathan* von 1651. Zusammen mit den deutlicher erkennbaren Soldaten verweisen sie auf den im Hobbeschen Staat fortdauernden Naturzustand und unterlaufen dadurch die «bildliche Suggestion einer totalen Inklusion»: Sie stehen für Selektionen und Exklusionen. Während der englische Philosoph im *Leviathan* nicht auf diesen Aspekt zu sprechen kommt, so schweigt er im Unterschied zu Locke ansonsten doch keineswegs über die Gewalt am Grund der Souveränität, wie Falk differenzierend festhält. Mit Ausführungen über die Pestpolitik in der frühen Neuzeit und die Bevölkerungspolitik von William Petty, Hobbes' zeitweiligem Assistenten, unterstreicht sie ihr Argument, dass auf dem Bild des *Leviathan* neben Souveränität und Disziplinarmacht bereits «eine beginnende Biopolitik sichtbar» werde.

Die Gewaltsamkeit der Grenzziehungen, wie sie bei Locke und Hobbes zutage gefördert wurde, begegnet uns in ebenso verschleierte Weise auf heutigen Pressefotos: So kursieren unzählige Bilder von Bootsflüchtlingen, die aufgrund unklarer Verantwortlichkeit gleichsam als Opfer einer natürlichen Notwendig-

keit erscheinen, wohingegen die Insassen von Abschiebelagern unserem Blick systematisch entzogen werden. Nach einer sorgfältigen Analyse ausgewählter Bilder gelangt Falk über Exkurse zur Geschichte des Abschiebelagers und der Identifikationstechnologien schliesslich zu den Sans-Papiers, deren Status sie als paradigmatisch für die Aporien des liberalen Rechtsstaats diskutiert. Im Anschluss an zeitgenössische Debatten in der politischen Theorie stellt sie die stille Übereinkunft in Frage, dass sich die Staaten nur gegenüber ihren eigenen Bürgerinnen und Bürgern rechtfertigen müssen: Das Recht auf Auswanderung gelte es mit einem Recht auf Einwanderung zu komplettieren. Einen Anknüpfungspunkt findet sie dafür sogar bei Locke: «Erst dann ist es ein freier Mensch, der auch die freie Entscheidung darüber hat, welcher Regierung er sich unterstellen will und welchem politischen Körper er sich anschliessen möchte», heisst es in seinen Abhandlungen über die Regierung.

Es ist dem methodischen Zugang zu verdanken, dass unerwartete Verbindungen zwischen vermeintlich entfernten Themenfeldern plötzlich aufscheinen, ohne in einem fixen Erklärungsmuster zu erstarren. Die Autorin eröffnet dadurch nicht nur neue Perspektiven für die Forschung über Grenzen, sondern gibt gleichzeitig erfrischende Anregungen für den methodischen Umgang mit Bildquellen in der Geschichtswissenschaft ganz allgemein. Gegenüber einer linear entwickelnden Argumentation hat ihre fragmentarische Schreibweise den wertvollen Vorteil, Weglassungen nicht zu verbergen und keine abschliessende Vollständigkeit vorzugaukeln. Gerade die Lücken eröffnen neue Denkräume und sind Bestandteil einer bewussten Strategie, welche die Leserschaft ernst nimmt.

Das schmale Buch vermag jedoch auch zu zeigen, dass auf diesem Weg durchaus konkrete Beiträge zu aktuellen Forschungsfragen erbracht werden können. Hervorzuheben ist in dieser Hinsicht sicherlich Falks Korrektur an Horst Bredekamps Überbewertung der Bedeutung der Sichtbarkeit der Macht für Hobbes' Staatstheorie. Ebenso liefert die Autorin weitere Argumente für eine neue Beurteilung des 17. Jahrhunderts in den laufenden Debatten um Michel Foucaults Konzept der Biopolitik.

Armin Winiger, Basel

Eberhard Demm, Jarosław Suchoples unter Mitwirkung von Nathalie Chamba (Hrsg.): **Akademische Lebenswelten. Habitus und Sozialprofil von Gelehrten im 19. und 20. Jahrhundert.** Frankfurt am Main, Peter Lang, 2011, 290 S.

Längst schon beschäftigt sich die Wissenschaft auch mit sich selbst, indem sie ihre eigene Problemgeschichte wie die Biographien bedeutender Wissenschaftler erforscht. Zunehmend kommt aber zudem die Vernetzung der Wissenschaftler als Voraussetzung für Karrieren und Wirksamkeit in den Blick, wobei das Werk von Pierre Bourdieu, *Homo academicus* (Paris 1984; deutsch Frankfurt am Main 1988) Massstäbe gesetzt hat.

Unter Bezugnahme auf dessen Kategorien (S. 9–11) haben Eberhard Demm und Jarosław Suchoples auf einer deutsch-polnischen Tagung einen bunten Strauss von einschlägigen Untersuchungen zusammengebunden. Untersucht soll werden die Herkunft wie das private Umfeld und der Lebensstil der Gelehrten, ebenso aber die Frage, wie sie ihr Prestige, ihr Machtkapital, innerhalb der Universität und ausserhalb, etwa in Politik und Gesellschaft verwerten konnten. Dabei kommen endlich auch die Frauen ins Blickfeld, in ihrer Beziehung zu Gelehrten, aber auch ihr mühsamer Aufstieg zu eigenständigen Karrieren.

Im einzelnen gehen die Beiträge zu dem Band dabei sehr verschiedene Wege. Einige bleiben im Bereich der Biographie einzelner Gelehrter: Susan Splinter über Christian Gottlieb Kratzenstein (1723–1795), Physiker und Mediziner an den Akademien von St. Petersburg und Kopenhagen und dort auch an der Universität (S. 19–31); Richard Bräu über den Nationalökonom Lujo Brentano (1844–1931), zuletzt in München (S. 69–79); Eberhard Demm über den Nationalökonom und Soziologen Alfred Weber (1868–1958), zuletzt in Heidelberg (S. 105–135); Jan Eike Dunkhase über den Historiker Werner Conze (1910–1986), zuletzt in Heidelberg (S. 189–198). Von Netzwerkbildung kann freilich nur im Falle von Brentano die Rede sein, der vor allem über den ‘Verein für Sozialpolitik’ Einfluss hatte, mehr noch bei Alfred Weber, dessen Bedeutung für das Heidelberger ‘Institut für Sozial- und Staatswissenschaften’ während der Weimarer Republik und dessen weitverzweigte öffentliche Tätigkeit vor und nach dem Dritten Reich Demm auf Grund seiner zahlreichen Vorarbeiten souverän nachzeichnet. Einen bemerkenswerten Kontrapunkt setzt Bärbel Meurer (S. 81–104) mit ihrem Beitrag zu Marianne Weber (1870–1954), der als Frau ein reguläres Studium versagt geblieben ist, die aber in der Frauenbewegung öffentliche Wirksamkeit erreichte und zugleich auch wissenschaftlich Beachtliches geleistet hat.

Bei Meurer finden sich im übrigen sehr bedenkenswerte Überlegungen zur Frage, ob die Kategorien Bourdieus für Deutschland überhaupt zutreffend seien, wobei sie insbesondere auf die tiefgreifenden Brüche in der deutschen Geschichte verweist (S. 99–100). Wenn sie abschliessend bemerkt: «Allgemein könnte man sagen, Bourdieus Begriffe sind zu unhistorisch, sie setzen das gesellschaftliche Umfeld als das immer schon Gegebene – und Richtige – voraus», so kommt freilich noch etwas anderes ins Spiel: die Zentralisierung des französischen Wissenschaftsbetriebes in Paris, wo sich die Kämpfe um Einfluss und Macht in einem sehr viel übersichtlicheren Rahmen abspielen als in dem föderalistisch strukturierten deutschen Universitätswesen.

Im Falle von Conze wird nur das Ende seiner Laufbahn, insbesondere sein pessimistischer Blick auf die deutsche Hochschulentwicklung nach 1968 behandelt. Aus anderer Perspektive, der eines jungen Assistenten, schildert Hartmut Soell die Studentenbewegung in Heidelberg (S. 175–188). Aufgrund von fünf narrativen Interviews analysiert Ingrid Hudabiunigg die teilweise mühsame Karriere der ersten Professorinnen nach 1968. Eine Spätfolge der Studentenbewegung mag auch das Aufkommen von Campusromanen angloamerikanischer Tradition in Deutschland sein. Kathrin Klohs glaubt aber wohl zu sehr, diesen gattungsgemäss grotesk überzeichnenden Romanhandlungen Hinweise auf die Verhältnisse an deutschen Universitäten entnehmen zu können (S. 137–152) – auch wenn manche Zustände gewiss zu satirischen Betrachtungen einladen mögen.

Aufschlussreich sind endlich einige Studien zu Gelehrtenkohorten. Johannes Wischmeyer befasst sich eingehend mit sozialer Herkunft und Wirksamkeit von protestantischen Theologen im Nachmärz, 1850–1870 (S. 33–67). Barbara Stambolis hat 44 Historiker des durch Krieg und Nachkriegszeit geprägten Jahrgangs 1943 in Interviews zu ihrem Werdegang befragt (S. 199–215). Besonders lehrreich ist jedoch die Studie von Peter Meusburger und Thomas Schuch zu Karrieren, sozialer Herkunft und räumlicher Mobilität Heidelberger Professoren von 1803–1932 (S. 217–249), vor allem weil sie aufgrund der Heidelberger Erfahrungen immer wieder Kriterien für eine Aufwärtsspirale der Universitätsentwicklung formuliert. Wenn herausgestellt wird, dass eine bereits renommierte Universität

geeignete Bewerber mit höherer Wahrscheinlichkeit zu einer Bewerbung veranlassen und diese dann auch im Auswahlverfahren erkennen wird (S. 220–221), dass sie Berufungs- oder Bleibeverhandlungen nutzt, um gezielt die Forschungsinfrastruktur und die Personalausstattung eines Instituts zu verbessern (S. 243), und dass sie sich generell dadurch auszeichnet, dass gerade erfahrene Professoren zu ihr streben (S. 245), so würde man diesen Aufsatz gerne beispielsweise der gegenwärtigen Basler Universitätsleitung zur Pflichtlektüre machen.

Ein letzter Beitrag von Suchoples vermittelt einen faszinierenden Blick auf polnische Gelehrte und Studenten an der Berliner Universität von 1820 bis in die unmittelbare Gegenwart – ein völlig unbekanntes bzw. übersehenes Kapitel einer insgesamt doch sehr beachtlichen Präsenz (S. 251–271). Ausser Slawisten waren vor allem Naturwissenschaftler und Mediziner erfolgreich.

Systematik kann bei einem solchen Bande kaum verlangt werden. Er bietet denn auch einen farbigen Strauss von Beiträgen mit ganz unterschiedlichen Ansätzen, wobei in Thematik wie durch die Teilnehmer ein Heidelberger Netzwerk (positiv) in Erscheinung tritt. Natürlich wäre auch die Lebenswelt der Akademiker noch durch weitere Gesichtspunkte genauer zu erschliessen. Etwa durch die Verschränkung hervorragender Gelehrter mit der Ebene der Ministerialbürokratie, wie sie im ‘System Althoff’ in Preussen vor dem Ersten Weltkrieg besonders erfolgreich praktiziert worden ist, aber auch in zahlreichen Beiräten weiterhin existiert. Moderner durch die Institutionen zur Wissenschaftsförderung, in Deutschland vor allem durch die Deutsche Forschungsgemeinschaft, in der Schweiz durch den Nationalfonds, deren Gutachterwesen viele Ansätze für Einfluss und Netzwerkbildung bietet. *Jürgen von Ungern-Sternberg, Basel*

Sacha Zala (Hg.): **Die Moderne und ihre Krisen. Studien von Marina Cattaruzza zur europäischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts.** Festgabe zu ihrem 60. Geburtstag. Hg. in Verbindung mit Sabine Rutar und Oliver J. Schmitt unter Mitarbeit von Franziska Ruchti. Göttingen, V & R unipress, 2012, 480 S.

Man kann den vorzustellenden Band am ehesten als «kleine Schriften» mit Festschriftcharakter bezeichnen. Es geht offensichtlich nicht darum, alle wichtigen Aufsätze der Jubilarin zu einzelnen Themen der Geschichtswissenschaft leicht zugänglich zu machen. Das wäre angesichts des formidablen Schriftenverzeichnisses und des noch fast jugendlichen Alters der Gefeierten von vornherein ein aussichtsloses Unterfangen. Statt dessen legt das Buch insgesamt fünfzehn Aufsätze aus vier verschiedenen Arbeitsgebieten vor, alle auf Deutsch, im Original oder in Übersetzung.

Es fällt nicht ganz leicht, ein solches Buch zu besprechen. Am ehesten liesse sich der Leistung der zu Feiernden gerecht werden, wenn ihr Beitrag zu einzelnen Themen der Historiographie gewürdigt würde. Dafür aber müssten alle ihre jeweils einschlägigen Schriften berücksichtigt werden, und ein sachgerechtes Urteil würde die Kenntnisse des Rezensenten übersteigen. Deswegen soll der Band im Folgenden für sich betrachtet werden, ohne zu fragen, was die Autorin in den betreffenden Gebieten sonst noch geleistet hat. Das bedingt die Unterstellung, dass die Herausgeber, zumindest unter stillschweigender Duldung, wahrscheinlich aber auch mit moralischer Unterstützung der Autorin festgelegt haben, was als repräsentative Auswahl bezeichnet werden soll.

Der Band ist in vier Teile gegliedert, die ebenso vielen Arbeitsgebieten entsprechen, im Prinzip in chronologischer, sich aber zeitlich überschneidender Ordnung.

Der erste Teil, mit dem etwas spröden Titel «Bürgertum, Arbeiter, Urbanisierung» ist mit Abstand der beste und interessanteste. Er zeigt die Autorin in ihrer vollen Schaffenskraft inmitten der Themen, mit denen sie gross geworden ist. Es handelt sich um die Sozialgeschichte (im weitesten Sinne verstanden) Triests und der umliegenden Gebiete Österreich-Ungarns im Jahrhundert vor dem Ersten Weltkrieg. Cattaruzza zeigt ihre Stärken in prägnanten Aufsätzen; manche von ihnen sind wahre Kabinettstücke. Sie verbinden einen weiten Horizont mit der Liebe zum Detail, mit reflektierter Darstellung und der Fähigkeit zum Vergleich, besonders verdeutlicht durch den Einbezug Deutschlands, so in zwei meisterhaften Abhandlungen, in denen die Autorin die Werftarbeiter von Triest und Hamburg miteinander kontrastiert. Immer wieder gelingt es ihr, den Mikrokosmos zum Makrokosmos auszuweiten. Der Leser erhält keine vagen Vermutungen, sondern präzise Angaben. All dies führt nicht in die gesichtslose Abstraktion, sondern wird durch Details unterstützt und verdeutlicht, bis selbst den Kristalleuchtern eines Vereins ihre Geheimnisse entlockt werden.

Der einzige Nachteil ist, fast unvermeidlicherweise, dass diese Höhe im späteren Werk nicht mehr in vollem Masse erreicht wird, einfach weil die Rahmenbedingungen nicht mehr in gleich idealer Weise gegeben sind wie beim Thema Triest.

Ob der zweite Teil, überschrieben «Nation, Nationale Frage, Nationale Konflikte» als eigener betrachtet werden soll, wie es im Band geschieht, oder ob er im Grunde noch zum ersten gehört, darüber lässt sich streiten. Die Nation steht zweifellos im Mittelpunkt. Aber die Aufsätze vermögen umso eher zu überzeugen, je stärker der erste Teil in sie hereinragt. Der Leser erlebt die allmähliche Entstehung des Nationalismus im Habsburgerreich mit, und er wird mit den Hintergründen der einzelnen Nationen vertraut gemacht.

Dass der Nährboden einer räumlich begrenzten, dafür aber äusserst intensiv bewussten Geschichte nur noch marginal wirkt, wodurch dann dem historiographischen Ergebnis etwas das Leben fehlt, zeigt sich in den drei Aufsätzen des dritten Teils über «Fragen der Geschichtsschreibung». Diesem fehlt die Präzision und Ziselierung, aber auch der weite Blick der Stücke über Triest etwas. Fragen der Theorie der Historiographie bleiben ausgeklammert. Bemerkungen zur Wissenschaftsgeschichte im Kaiserreich und im Nationalsozialismus sowie zur Historiographie der Shoah kommen nur teilweise über die deskriptive Ebene hinaus. Es fehlt die Vertrautheit mit dem lebensweltlichen Hintergrund.

Das gilt, wenn auch in stärker dialektischer Weise, auch für den letzten Teil, überschrieben «Minderheiten und Aussiedlungen». Die Autorin ordnet ihre Thematik in einen grösseren europäischen Zusammenhang ein und zeigt, wie die «Verstaatlichung» der Menschen zu einer grösseren Bedeutung der Nation führte, mit der Folge einer zunehmenden Exklusion der Angehörigen von Minderheitsvölkern.

Hier erfolgt in der Geschichtsschreibung Cattaruzzas eine Art Paradigmenwechsel. Vordergründig kommt es zu einer Ausweitung des Horizonts, indem das behandelte Gebiet auf ganz Europa ausgeweitet wird (wobei das grösste einschlägige Ereignis des 20. Jahrhunderts, die Teilung Indiens 1947, nicht erwähnt wird). In Wirklichkeit handelt es sich aber, vom historiographischen Ertrag her, eher um eine Einengung als um eine Ausweitung. Die Darstellung in den drei Aufsätzen des letzten Teils beruft sich mit scheinbar unabänderlicher Konsequenz auf die allmähliche Durchsetzung des primär ethnischen Homogenitätskriteriums,

und die Autorin zeigt, bei voller Anerkennung des Schreckens, der mit den Vertreibungen verbunden war, doch eine gewisse Empfänglichkeit für die Botschaft der Anhänger ethnischer Säuberungen, durch die jahrhundertalte Konflikte offenbar dauerhaft aus der Welt geschafft werden können.

Hier liegt eine Engführung vor, die so tut, als hätten keine Alternativen bestanden. So wirkt es schlicht irreführend, den grössten Teil der Vertreibungen von Deutschen während und nach dem Zweiten Weltkrieg als Konfliktlösung statt als Schaffung neuer Konflikte zu bezeichnen. Vielmehr erfolgten Gebietsverschiebungen ganz traditioneller Natur, zusätzlich abgesichert durch die Vertreibung der bisherigen Bevölkerungen. In Görlitz und in Stettin mussten keine Siedlungsprobleme gelöst werden. Sie wurden stattdessen allererst geschaffen. Die Machtpolitik des 20. Jahrhunderts war ebenso wenig von Siedlungsgrenzen bestimmt wie in den Jahrhunderten zuvor. Im übrigen bestand auch kein Fatalismus, dass keine andere Lösung für möglich gehalten wurde, weil die führenden Akteure fanatische Nationalisten gewesen wären. Churchill war ein alter Imperialist, der Kolonialherrschaft sichern und keine ethnischen Säuberungen durchführen wollte. Stalin war der Nachfolger Lenins, der durch die Propagierung des Selbstbestimmungsrechts der Völker weltweite Wirkung erzielt hatte, und Roosevelt war der Nachfolger Wilsons, der am Ende des Ersten Weltkrieges das Selbstbestimmungsrecht zwar nicht proklamiert, aber doch wohlwollend betrachtet hatte – mit der langfristigen Wirkung, dass das Selbstbestimmungsrecht 1966 zu einem zentralen Satz des Völkerrechts aufgerückt war. Und schliesslich hatte das Instrument des Plebiszits, wenngleich in einem begrenzten Rahmen, durchaus brauchbare und akzeptierte Resultate erzeugt nach dem Ersten Weltkrieg.

Die ethnische Homogenisierung ist also kein notwendiges und unvermeidliches Ergebnis der Geschichte des 20. Jahrhunderts – das zeigen die vielgestaltigen anderweitigen Untersuchungen der Autorin am besten.

Jörg Fisch, Zürich

Reinhold Weber, Peter Steinbach, Hans-Georg Wehling (Hg.): **Baden-württembergische Erinnerungsorte**. Stuttgart, Kohlhammer in Verbindung mit der Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg, 2012. 615 S., Karten und viele Abb.

Der grosse, reich bebilderte Band erschien zum 60. Jahrestag der Gründung des Landes Baden-Württemberg am 25. April 1952. Die Herausgeber haben 51 Erinnerungsorte (17 badische, 19 württembergische, einen hohenzollerischen, 14 «länderübergreifende») aus der Zeit von Napoleon bis in die jüngste Vergangenheit ausgewählt und das Spektrum breit ausgesteckt: vom Wappen und den Landeshymnen über die badische Verfassung bis zum Stuttgarter Dreikönigstreffen; von den ersten Fabriken in Lörrach und St. Blasien über die Auswanderung von Ulm aus und die Grenzüberschreitungen auf der Strassburger Rheinbrücke, in Baden-Baden und am Bodensee bis zum Stuttgarter Waisenhaus; von der Erinnerung an den 1921 von Angehörigen einer rechtsextremen Organisation ermordeten Matthias Erzberger über Johann Georg Elser, den Hitlerattentäter von 1939 aus Königsbronn, zu den Erinnerungsorten an Diktatur und Holocaust; von den Zerstörungen am Ende des Zweiten Weltkrieges über Flüchtlinge und Heimatvertriebene bis zum Wiederaufbau; von Karlsruhe als einem Erinnerungsort für Demokratie und Recht über Freiburg, das Herz Vorderösterreichs, Messkirch und Mannheim bis zu Offenburg und Rastatt und deren Rolle 1847 bis 1849; von

der Entwicklung von Radio und Fernsehen im deutschen Südwesten über die Architektur bis zum «Weinland» Baden-Württemberg; vom Hohenasperg, dem «Demokratenbuckel», über Stammheim und dessen Bedeutung für die Geschichte der RAF bis zu Wyhl, dem Geburtsort der deutschen Anti-Atombewegung.

Reinhold Weber, Peter Steinbach und Hans-Georg Wehling weisen darauf hin, dass sich niemand allein und nur für sich erinnere, dass Erinnerung vielmehr eine kollektive Gedächtnisleistung sei und Gemeinschaft und Identität schaffe. Das Konzept der Erinnerungsorte (*lieux de mémoire*) wurde seinerzeit vom französischen Historiker Pierre Nora erarbeitet. Auf ihn zurückgehend sind zahlreiche Bände erschienen, u.a. von Georg Kreis: «Schweizer Erinnerungsorte. Aus dem Speicher der Swissness». Zürich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2010. Das Buch wurde in dieser Zeitschrift besprochen. (SZG, 60 [2010], Nr. 3, S. 382f.) Kreis beschrieb darin Erinnerungsorte, wie das Rütli oder das Bourbaki-Panorama in Luzern, reale und fiktive Personen, wie Wilhelm Tell oder Pestalozzi, die Alpen vom Gotthard über den Bernhardiner bis zum Chalet und die schweizerische Alltagskultur u.a. am Beispiel des Soldatenmessers und des Bankgeheimnisses und setzte sich mit dem Konzept von Pierre Nora kritisch auseinander.

Auch die Herausgeber der baden-württembergischen Erinnerungsorte machen sich Überlegungen zu diesem Konzept. Die Erinnerungsorte definieren sie wie folgt: «Erinnerungsorte sind Gedächtnisorte, sie werden geschaffen und gepflegt, immer wieder bewusst gemacht. So beeinflussen sie Gemeinschaftsgefühl, Heimatbewusstsein, Identität. Im Nachdenken über die Vergangenheit formt sich das Bild, das wir uns von einer in der Vergangenheit gründenden ‘Wirklichkeit’ machen» (S. 18). Gegenüber einer Orientierung an der preussisch-deutschen Geschichte, die man dem Projekt der Deutschen Erinnerungsorte teilweise vorwarf, betonen sie die Vielfalt regionaler Erinnerungen. Das Resultat gibt ihnen Recht. Sie breiten einen äusserst reichen «Erinnerungsspeicher» aus, auch wenn sie sich ganz bewusst auf das 19. und 20. Jahrhundert konzentrieren und auch wenn die zu Beginn des 19. Jahrhunderts geschaffenen Vorgängerstaaten des heutigen Bundeslandes Baden-Württemberg, das Grossherzogtum Baden, das Königreich Württemberg und die beiden Fürstentümer Hohenzollern-Hechingen und -Sigmaringen, ihrerseits weiter zurückreichende Traditionsbestände aufweisen. Den Herausgebern ist bewusst, dass ihre Auswahl nicht definitiv ist noch sein kann. Sie wehren sich dagegen, den einmal präsentierten Bestand zu dogmatisieren, und betonen, dass die «gegenwärtige Vergangenheit» als das Resultat des kollektiven historischen Gedächtnisses «vor allem in einer pluralistischen Gesellschaft [...] immer umstritten sein und umkämpft bleiben» müsse (S. 18).

Die Herausgeber sind ausgewiesene Fachleute der baden-württembergischen Geschichte und der politisch-historischen Bildung und auch die Autoren sind alles hervorragende Kenner der südwestdeutschen Geschichte, u.a.: Sonja-Maria Bauer (Offenburg und Rastatt), Hans-Peter Becht (Pforzheim), Otto Bräunche (Karlsruhe), Christopher Dowe (Matthias Erzberger), Frank Engehausen (Badische Verfassung), Kurt Hochstuhl (Auswanderung nach Übersee), Wolfgang Hug (Bernau im Schwarzwald), Dieter Langewiesche (Das Stuttgarter Dreikönigstreffen), Bernhard Mann (Die Grabkapelle auf dem Rotenberg: Vom Wirtenberg zu Württemberg), Franz Quarthal (Freiburg), Anton Schindling, der Präsident der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg (Die Strassburger Rheinbrücke), Helga Schnabel-Schüle (Die württembergischen Kirchen-

konvente), Gerhard Taddey (Hohenlohe). Dass es den Herausgebern gelang, die Universitäten und Archive, die Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg und das Haus der Geschichte in das Projekt einzubeziehen, bürgt für die Qualität des Bandes.

Etwas oberflächlich betrachtet, könnte der eine oder andere Beitrag etwas gar weit hergeholt erscheinen, etwa zur Aus- und Einwanderung oder zum badischen Frauenverein als Erinnerungsort. Doch gelingt es den Autorinnen und Autoren auch hier, den inhaltlichen Bezug treffsicher herzustellen. Interessant wäre gewesen, zu erfahren, wie die Autoren die Gerüchte von einer möglichen Aufteilung Badens auf Württemberg, Bayern und Österreich in den Jahren 1849–1851 oder überhaupt die territorialen Auseinandersetzungen im Vormärz im Rahmen der Landesentwicklung um die Mitte des 19. Jahrhunderts interpretieren.

Für die Schweiz hätte man sich den einen oder anderen Bezug mehr gewünscht, wenn auch auf einiges kurz hingewiesen wird: auf Rottweil als «zugewandter Ort» der Eidgenossenschaft, auf die Abwehrhaltung von Katholisch-Oberschwaben gegen die reformierten Einflüsse aus der Schweiz, auf die Schweiz als föderatives Modell und den Einfluss von Basel und Zürich auf die Industrialisierung im Wiesental. Die Zeiten gemeinsamer Kultur- und Wirtschaftsräume und gemeinsamer politischer Schicksale, u.a. im Thurgau oder im Fricktal, liegen ausserhalb der schwergewichtig betrachteten Jahrhunderte.

Der Band bietet eine exemplarische Ausweitung der Historiografie der Erinnerungsorte auf die Ebene unterhalb der nationalen Stufe und zeigt auf, dass sich Identitäten auch auf föderaler und regionaler Basis bilden können und bilden sollen.

Josef Inauen, Steffisburg

Gerald Stourzh: **Der Umfang der österreichischen Geschichte. Ausgewählte Studien 1990–2010.** Wien/Köln/Graz, Böhlau, 2011. 334 S. (Studien zu Politik und Verwaltung, 99).

Der Band exemplifiziert die Komplexität der österreichischen Geschichte anhand von vierzehn ausgewählten Studien aus den zwei letzten Jahrzehnten, die alle in der einen oder anderen Weise deren «Umfang» (so der Titel des ersten Aufsatzes) zu ergründen versuchen und in ihrer Gesamtheit einen faszinierenden Einblick in ein schwieriges Themenfeld gewähren. Der Autor, Emeritus der Universität Wien, ist wie wenige berufen, sich mit dem Facettenreichtum der untergegangenen Habsburgermonarchie zu befassen, der sich in mancher Hinsicht im österreichischen Nachfolgestaat fortsetzte.

Die präsentierten Aufsätze bewegen sich vornehmlich in der Struktur- und Verfassungsgeschichte der Habsburgermonarchie zwischen 1848 und 1918. Eher für sich stehen die Studien über den «Grenzgänger» Jean Rudolf von Salis, der kurz nach Ende des 2. Weltkriegs in Wien als Gastprofessor wirkte und dem der Autor mit deutlicher Sympathie gegenübersteht, sowie über den zu früh verstorbenen Angelo Ara, der sich an verschiedenen italienischen Universitäten und zuletzt in Pavia engagiert mit österreichischer Geschichte und insbesondere mit dem Trentino, Istrien und Triest (der Stadt seiner Vorfahren) befasste. Eine besondere Rolle spielen auch die beiden letzten Texte des Buches. Während der kürzere vom markant auf Johann Gottlieb Fichte zurückgeführten Postulat der «Gleichheit alles dessen, was Menschenantlitz trägt» handelt (eine Formel, die bis in die Weimarer Republik oft eingesetzt wurde und seither weitgehend vergessen ist), sticht der umfangreiche englisch geschriebene und als einziger bisher

ungedruckte Aufsatz zur Ethnisierung der Politik in der ausgehenden Habsburgermonarchie um so mehr heraus, als er dieses Grundproblem der späten Monarchie mit stupender Klarheit nicht zuletzt vor der Folie einer kritischen Auseinandersetzung mit Werken dreier amerikanischer Historiker (Pieter Judson, Jeremy King, Tara Zahra) analysiert. Im Gegensatz zu den drei Kollegen, die als Analysekategorie der ausgehenden Monarchie statt ethnischer Zielsetzungen die nationale Indifferenz präferieren, hält der Autor mit einer Reihe von Beispielen und schergewichtig unter Verweis auf den mährischen Ausgleich von 1905/06 daran fest, dass es gerade die Ethnisierung der Politik mit dem Ziel nationaler Autonomie war, die der Monarchie ihr Ende bereitete. Eines der Beispiele ist die eindrückliche Karriere von Stourzh' Urgrossvater als Justizbeamter in Mähren, dem im vorliegenden Band unter dem Stifter'schen Titel «Aus der Mappe meines Urgrossvaters» ein eigener Erinnerungstext gewidmet ist.

Die ersten zehn Aufsätze des Bandes handeln dagegen zum grösseren Teil allgemein von der Komplexität Altösterreichs und dessen schwieriger Verfassungswirklichkeit, zum kleineren führen sie diese Problematik in die erste und zweite Republik fort. Im Rahmen einer Rezension kann nicht detailliert auf alle Inhalte eingegangen, sondern sollen lediglich einige Punkte herausgegriffen werden. So scheint die Habsburgermonarchie in ihrer ganzen Paradoxie beispielsweise in der gelungenen Formel vom zentralistisch-autonomistischen Dualismus auf (S. 61), während die Revolution vom Herbst 1918 der Länderautonomie mit den Voten von Karl Renner und Jodok Fink in der Provisorischen Nationalversammlung einen «ganz grossen posthumen Sieg» verschaffte (S. 64). Von Bedeutung ist auch die Kontinuität in der Frage der Grundrechte von 1848 über 1867 letztlich bis heute, weil nach den beiden Weltkriegen in Österreich kein neuer Grundrechtskatalog zustande kam (S. 83), dagegen eine – wie der Aufsatz zum Verfassungsbruch im Königreich Böhmen zeigt – erstaunliche Koda in den Verfassungskrisen von 1913 und 1933, als in Situationen konstitutioneller Funktionsunfähigkeit seitens der Staatsgewalt zu «verfassungswidrigen, mit Notzuständen gerechtfertigten Normsetzungen» gegriffen wurde (S. 155). Gleichermassen interessant sind die Ausführungen zur nach dem «Ausgleich» erlassenen Dezemberverfassung von 1867, die in Wahrheit ein «Bündel» von Gesetzen (S. 97) und ein komplexes verfassungsrechtliches Konstrukt war, das dem seinerseits komplizierten staatlichen Konstrukt auf dem Weg zum Verfassungsstaat Chancen eröffnete, die nur bedingt genutzt wurden, weil die konstitutionelle Monarchie 1848–1918 in Österreich nicht nur «unter dem Schatten eines zeitweise offenen Absolutismus», sondern auch unter dem Primat ungelöster Nationalitätenkonflikte stand (S. 102). Interesse verdient u.a. auch die in der Studie zur Aussenpolitik gegenüber der NS-Bedrohung gestellte Frage, ob nach Hitlers Machtergreifung und insbesondere 1938 eine «Verschweizerung» (S. 186), d.h. eine Neutralisierung, Österreichs möglich gewesen wäre, was schon deshalb nicht der Fall sein konnte, weil eine Garantie durch das Deutsche Reich unerlässlich gewesen wäre, die aus naheliegenden Gründen fehlte. Von da erhält die 1938 von Giuseppe Motta explizit angestrebte (und erhaltene) Anerkennung der integralen Neutralität der Schweiz seitens NS-Deutschlands und Mussolini-Italiens eine grössere Relevanz, als man im Rückblick auf ihre Handhabung während des 2. Weltkriegs anzunehmen versucht ist.

Gerald Stourzh ist im besten Sinne des Wortes ein Altmeister seines Faches, wie sich auf jeder Seite dieses neuesten Buches zeigt. Sein Prozedere ist stets sys-

tematisch, indem er immer klar sagt, was er (und wie) zu tun gedenkt und dadurch nachvollziehbar macht, dass er seine Argumente jeweils zählt. Darin wie in der sprachlichen Form ist er äusserst präzise. Ein schönes Beispiel ist, wie er sogar zu Musils weltberühmtem «Kakanien» noch Präzisierungen anzubringen versteht (vgl. S. 119). – Wer sich dem hochkomplexen Thema des «Umfangs» der österreichischen Geschichte anvertrauen will, ist bei diesem Autor aufs Beste aufgehoben.

Carlo Moos, Zürich

Jasmien Van Daele, Magaly Rodríguez García, Geert Van Goethem, Marcel van der Linden (Hg.): **ILO Histories. Essays on the International Labour Organization and Its Impact on the World During the Twentieth Century**. Bern u.a., Peter Lang, 2010. 539 S. (International and Comparative Social History).

Internationale Organisationen sind seit einigen Jahren zunehmend zum Gegenstand intensiver historischer Forschungen geworden. Unter anderem ermutigen methodische Ansätze der Globalgeschichte zum Hinterfragen etablierter Herangehensweisen und zum Austreten der Frage nach Globalität vor dem Hintergrund traditionell zumeist europäisch-amerikanisch ausgerichteter Forschungsschwerpunkte. Internationale Organisationen werden inzwischen weniger als institutionell abgegrenzte Einheiten, sondern als dynamische Plattformen für weiträumige transnationale Austausch- und Kommunikationsprozesse verstanden.⁶ In diesem Zusammenhang hat besonders der Völkerbund, aber auch die Geschichte der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) das Interesse der historischen Forschung auf sich gezogen. Dies liegt zum einen in der Bedeutung und Grösse der ILO begründet, zum anderen ermöglicht die Verfügbarkeit eines archivarischen Bestands umfassende Einblicke in Projekte und Funktionsweisen der Organisation – eine im Bereich internationaler Organisationen gerade für die Zeit vor dem Zweiten Weltkrieg nicht immer gegebene Voraussetzung. Der Sammelband «ILO Histories» geht aus den Beiträgen der internationalen Tagung «International Labour Organization: Past and Present» (Brüssel 2007) hervor, die erstmals ausschliesslich die Geschichte der ILO in den Mittelpunkt stellte. Bereits im Untertitel «Essays on the International Labour Organization and Its Impact on the World During the Twentieth Century» greifen die Herausgeber die Forderung auf, das Verhältnis zwischen europäischer Verfasstheit und internationalem Anspruch stärker zu thematisieren. Ziel des Bandes ist es, das grundsätzliche Anliegen der ILO historiographisch stärker in den Vordergrund zu rücken: Die Geschichte der Organisation sei weniger als Aneinanderreihung hübsch ausgefeilter Ratifizierungsinstrumente zu schreiben, sondern als eine Problematierung ihrer Anstrengungen, wirkliche Veränderungen und Verbesserungen der weltweiten Arbeits- und damit der Lebensverhältnisse zu bewirken.

Jasmien Van Daele entwirft in ihrem einleitenden Kapitel «Writing ILO Histories: A State of the Art» anlässlich des 90. Jubiläums der Organisation eine breite Übersicht zur ILO-Historiographie. Die ILO konnte vor allem durch ihre unter internationalen Organisationen einzigartige dreigliedrige Organisations-

6 Madeleine Herren, *Internationale Organisationen seit 1865. Eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2009; Sandrine Kott, «International Organizations – A Field of Research for a Global History», in: *Zeithistorische Forschungen / Studies in Contemporary History*, Online Edition, 8 (2011), H. 3, URL: <http://www.zeithistorische-forschungen.de/16126041-Kott-3-2011>.

struktur aus Arbeitgeber-, Gewerkschafts- und Regierungsvertretern sowie durch die Bündelung verschiedener Aufgabenbereiche als «trendsetter among international organizations» (S. 13) gelten: Sie brachte Prozesse der Verrechtlichung internationaler Arbeitsstandards in Gang, sie organisierte Kooperationen in technischen Fragen, und sie fungierte als internationales Expertenzentrum. Von Beginn an war die ILO-Historiographie stark von multidisziplinären Zügen gekennzeichnet; besonders in den ersten Jahrzehnten wurde ein grosser Teil des Schrifttums als «inside studies» von ILO-angebundenen Experten verschiedener Fachrichtungen verfasst. Erst nach dem Zweiten Weltkrieg richteten Fachhistoriker verstärkt den Blick auf transnationale Kontexte der Arbeits- und Sozialpolitik. Van Daele konstatiert jedoch vor allem bei der Frage nach der Globalität vergangener und gegenwärtiger ILO-Forschung eine fortdauernde Begrenztheit auf den europäisch-amerikanischen Kontext, was nicht nur eine stärkere Einbindung nichtwestlicher Forscher, sondern eine generelle Verbreiterung der Forschungsthemen erforderlich mache.

Die folgenden Beiträge des Bandes unternehmen in chronologischer Reihenfolge detaillierte, auf umfangreiche Quellenbestände gestützte Analysen bestimmter Einzelaspekte der ILO-Geschichte. Dabei findet insbesondere die Zwischenkriegszeit grosse Beachtung. Im Kontext des Gründungsprozesses untersucht *Elizabeth McKillen* die Rolle des amerikanischen Gewerkschaftsverbands AFL, während *Ulla Wikander* die (grösstenteils gescheiterten) Einflussversuche von Seiten zivilgesellschaftlicher Frauenorganisationen aufzeigt. *Reiner Tosstorff* und *Patrick Pasture* beleuchten die gewerkschaftliche Vertretung im Rahmen der ILO mit dem Blick auf den Internationalen Gewerkschaftsbund (IFTU) und die christliche Gewerkschaftsbewegung in den 1920er und 1930er Jahren. *Jeremy Seekings* kommt in seinem Beitrag zur ILO-Einflussnahme auf Sozialreformen im «Global South» (am Beispiel von Südafrika, Lateinamerika und der Karibik) der Forderung nach einer geographischen Ausweitung des Untersuchungsfeldes nach. Im Zusammenhang mit der Entwicklung europäischer Sozialversicherungsmodelle analysiert *Sandrine Kott* die verschiedenen Rollen der ILO in der Zwischenkriegszeit und hebt die Funktion internationaler Netzwerke und demokratischer Bewegungen hervor. *Pierre-Yves Saunier* untersucht die Initiativen der ILO in der Frage sozialer Wohnverhältnisse als Beispiel für den Versuch einer internationalen Organisation, Autorität und Einfluss in einem umstrittenen Bereich und in der Interaktion mit anderen internationalen Organisationen strategisch zu erweitern. *Susan Zimmermann* thematisiert die ILO-Bemühungen im Bereich der «non-metropolitan labour» (bezogen auf abhängige Arbeitsverhältnisse in nichtindustriellen Staaten) und wirft damit ebenfalls die Frage nach geographischer Breitenwirkung auf. Ebenfalls für die Zwischenkriegszeit untersucht *Thomas Cayet* Verbindungen der ILO mit dem International Management Institute (IMI), und *Christophe Verbruggen* geht auf die internationalen Organisations- und Repräsentationsversuchen im Bereich geistiger Arbeit im Spannungsfeld zwischen ILO und der Kommission für Internationale Geistige Zusammenarbeit (CICI) des Völkerbunds ein. *Stephen Hughes* und *Nigel Haworth* zeigen die Veränderungen der ILO unter den beiden Generaldirektoren Harold Butler und John G. Winant in den 1930er Jahren vor dem Hintergrund von Weltwirtschaftskrise und faschistischer Bedrohung, die eine stärkere Ausrichtung hin zu Wirtschaftsfragen und einen wachsenden Einfluss des Neumitglieds USA bewirkten. Die Zeit grosser Umstrukturierungen der ILO in Nordamerika während des

Zweiten Weltkrieges mit Edward Phelan als Generaldirektor untersucht *Geert Van Goethem*, während *Jaci Leigh Eisenberg* die schwierigen Beziehungen zu Vichy-Frankreich behandelt. Wie *Daniel Roger Maul* darlegt, konzentrierte sich die ILO vor dem Hintergrund von Kaltem Krieg und Dekolonisierung unter Generaldirektor David A. Morse stärker auf ihre Funktion als Kooperations- und Expertenleitstelle sowie auf Menschenrechtsfragen. *Victoria Basualdo* untersucht als ein Fallbeispiel für Potential und Grenzen von Einflussnahme die Beziehungen zwischen ILO und der argentinischen Militärdiktatur. *Idesbald Godderis* zeigt am Beispiel der polnischen *Solidarność* die Funktion der ILO als internationales Forum mit legitimatorischer Bedeutung für Oppositionsbewegungen. *G. K. Lieten* fokussiert auf die Geschichte der Auseinandersetzungen um Kinderarbeit und damit auf die durchgehende Rolle der ILO als Normsetzungsinstitution durch internationale Konventionen. In ihrem umfassenden Schlussbericht fasst *Magaly Rodríguez García* nochmals die Antworten der Beiträger auf die wichtigsten Forschungsdesiderate zusammen – die Frage nach der globalen Ausrichtung der Forschung, die Gewichtung der staatlichen und nichtstaatlichen Akteure angesichts der dreigliedrigen ILO-Organisationsstruktur, die Spielräume der Männer an der Spitze sowie die ILO als internationales Forum mit einflussreichem «soft power»-Potential.

Der Sammelband «ILO Histories» bietet eine willkommene Kombination historiographischer Reflektion und umfassender Detailstudien. Insbesondere die Problematik, ob und wie bestimmte Akteure nach Repräsentation und Einfluss innerhalb der ILO strebten (und damit die Frage nach Einschluss und Ausschluss in internationale Organisationen) sowie die Konsequenzen für Wahrnehmung und Durchsetzungsvermögen der ILO werden auf durchweg breiter Quellenbasis analysiert. Damit greift der Band zwei historiographische Kernforderungen auf: Eine Reihe von Beiträgen richtet den Blick explizit auf die Rolle der ILO ausserhalb Europas und Nordamerikas und verdeutlicht damit eine Bandbreite von Funktionen, welche die ILO über die Jahrzehnte ihres Bestehens zu einer global einflussreichen «soft power» machten. Die dargestellten Interaktionen einer Vielzahl von staatlichen, gewerkschaftlichen, und zivilgesellschaftlichen Beteiligten in- und ausserhalb der ILO zeigen ausserdem institutionenübergreifende Spielräume und Netzwerkbildungen und damit die vielfachen Möglichkeiten indirekter Einflussnahme auf eine Verbesserung der Arbeits- und Lebensverhältnisse. Gerade die Herangehensweise einiger Autoren, die ILO weniger in Form abgegrenzter Institutionengeschichte zu betrachten, sondern auf die Vernetzungen (und Spannungen) innerhalb einer «global community» internationaler Organisationen und weiterer Akteure mit unterschiedlichen Aktivitätskreisen zu fokussieren, gibt lohnende Impulse etwa für die Erschliessung weiterer Quellenbestände zur Geschichte internationaler Organisationen und zeigt damit weitreichende Perspektiven für zukünftige Forschungen auf. Insgesamt bietet der Band mit seinem umfassenden historiographischen Überblick, dem detaillierten Einblick in spezielle Aspekte der Geschichte internationaler Organisationen sowie seiner ausführlichen Bibliographie einen bedeutenden Beitrag zu einer breit angelegten ILO-Geschichtsschreibung. *Cornelia Knab, Heidelberg*